aux termes de la loi sur les relations ouvrières pour la durée du décret; par conséquent, nul employeur assujéti au décret n'est tenu de négocier un contrat collectif particulier au cours de cette période.

Par suite d'une modification de la *loi sur l'éducation*, intitulée «loi concernant l'instruction gratuite et la fréquentation obligatoire des écoles», l'âge auquel les enfants peuvent abandonner leurs études est porté de 14 à 15 ans, à compter du 1^{er} juillet 1962.

Ontario.—La *loi sur les monte-charge de l'industrie de la construction, 1960-1961*, qui sera mise en vigueur par proclamation, pourvoit à la réglementation, à l'inspection et à l'émission de permis pour les monte-charge utilisés dans l'industrie de la construction. Les articles de la *loi des municipalités* qui permettaient à celles-ci d'adopter des règlements concernant les ascenseurs, les monte-charge et les appareils de levage employés dans la construction ont été supprimés, étant donné que tous ces dispositifs de levage sont maintenant subordonnés au contrôle provincial en vertu de la *loi sur les ascenseurs et les monte-charge* et de la *loi sur les appareils de levage employés en construction, 1960-1961*.

On a apporté à la *loi sur l'énergie* des modifications exigeant que toute personne qui installe, répare ou enlève un appareil à gaz soit enregistrée sous l'autorité de la loi ou que son travail soit surveillé par une personne dûment enregistrée.

Manitoba.—La *loi sur la compétence des artisans*, promulguée le 15 février 1962, prévoit une méthode selon laquelle tout ouvrier qui n'a pas eu l'occasion de suivre des cours d'apprentissage peut se procurer un certificat de compétence fondé sur son expérience, en subissant avec succès l'examen prescrit. La loi permet l'accreditation volontaire, mais elle autorise également l'adoption d'un régime d'accreditation obligatoire en habilitant le lieutenant-gouverneur en conseil à établir des règles interdisant à toute personne d'exercer un métier donné si elle ne possède pas un certificat de compétence valable. Le ministre du Travail peut émettre des certificats de compétence sur la recommandation du jury d'examen établi pour chaque métier.

Des modifications à la *loi sur le ministère du travail* permettent à la Commission du travail du Manitoba de siéger en comités. On a aussi autorisé expressément la Commission à faire voter les employés sur toute question relevant du ministre du Travail.

Une modification apportée à la *loi sur les accidents du travail* a accru de \$4,500 à \$5,000 le maximum des gains annuels sur lesquels l'indemnité est versée. En vertu d'une autre modification la Commission peut désormais accorder une allocation aux accidentés tenus de porter une prothèse, pour les dédommager de l'usure supplémentaire que le port d'un tel appareil peut causer à leurs vêtements.

Saskatchewan.—En ce qui concerne les salaires, la *loi sur la rémunération des travailleurs, 1961* assure une protection complète aux employés; elle contient en effet quelques dispositions de la loi antérieure mais aussi d'importantes dispositions inédites. Outre les prescriptions ayant trait à la manière dont les salaires doivent être payés et à la date d'acquiescement de ces salaires, une disposition permet de poursuivre tout employeur qui émet un chèque sans provisions en paiement d'un salaire, et rend un entrepreneur en construction responsable de l'acquiescement du salaire des employés de ses sous-traitants. Une autre disposition inédite autorise le ministre du Travail à exiger que tout employeur reconnu coupable de ne pas avoir versé le salaire d'un employé fournisse une caution ou un gage équivalent à l'égard du salaire à payer. La loi permet également aux inspecteurs du ministère du Travail d'enquêter sur les réclamations de salaires et de procéder au recouvrement des salaires impayés.

La *loi sur le recouvrement des salaires*, qui autorise tout employé à déposer une plainte auprès d'un magistrat relativement à du salaire impayé, a été modifiée pour